



Mémoire de l'Association of Canadian Publishers au Comité permanent des finances

Août 2011

L'Association of Canadian Publishers (ACP) est le porte-parole national des éditeurs indépendants de langue anglaise du Canada, qui publient la majeure partie des livres écrits par des auteurs canadiens. L'ACP représente 125 entreprises exploitées par des Canadiens et leur appartenant dans tout le pays.

Résumé analytique

Nous n'ignorons pas les choix difficiles auxquels est confronté le gouvernement lorsqu'il doit fixer la trajectoire du Canada en ces temps économiques difficiles. Pour les éditeurs canadiens, ces difficultés sont multipliées par les pressions sans précédent que les progrès technologiques exercent sur l'industrie, par les changements imminents des politiques sur les modes de propriété dans l'industrie du livre et par la révision prévue de la *Loi sur le droit d'auteur*, qui est la loi fondamentale de notre industrie.

Les programmes du Fonds du livre du Canada et du Conseil des arts du Canada sont indispensables à notre capacité à livrer concurrence aux grandes multinationales qui dominent nos marchés et ils nous permettent ainsi d'assurer le rendement de l'investissement des contribuables grâce à une valeur culturelle, économique et concurrentielle abondante. En cette époque de difficultés multiples pour la stabilité de l'industrie, et de perspectives de croissance et d'innovation sans précédent, ces programmes sont plus indispensables que jamais.

De plus, à mesure que la technologie élimine des obstacles entre les divers circuits de communication et qu'elle estompe les lignes de démarcation traditionnelles entre les formats, il est important que les éditeurs puissent avoir accès à tous les programmes qui appuient la production et la distribution des nouveaux contenus canadiens, afin de profiter des possibilités d'interformats.

À mesure que le Canada progresse sur le plan économique, des effectifs hautement instruits seront un élément clé de notre capacité concurrentielle. Le rôle de la lecture est au cœur de cette capacité. Aucune autre compétence à elle seule ne peut produire des changements aussi draconiens dans les perspectives qui s'offrent aux jeunes de ce pays, ou aux collectivités défavorisées de toutes sortes. Une population générale qui possède des capacités de lecture très évoluées est un ingrédient indispensable au succès des éditeurs canadiens; comme les éducateurs et les économistes l'ont démontré ces dernières années, cela est crucial au succès du Canada également.

Qui nous sommes

L'ACP représente 125 éditeurs de livres en langue anglaise, des 10 provinces et du Nunavut. Nos membres sont des entreprises indépendantes, qui appartiennent à des Canadiens qui en assurent l'exploitation. Nous livrons concurrence au quotidien sur un marché libre à des éditeurs multinationaux et trouvons des moyens novateurs et créatifs de neutraliser les économies d'échelle dont jouissent les entreprises ayant leur siège aux États-Unis et au Royaume-Uni, qui maintiennent des filiales à Toronto. Les multinationales importent chaque jour au Canada de grandes quantités de livres écrits par des auteurs étrangers, et cherchent également à publier les auteurs canadiens les plus connus. Ces entreprises jouissent de multiples ressources grâce à leurs sociétés-mères, et elles peuvent offrir des contrats très lucratifs aux quelques rares auteurs qu'elles décident de publier; néanmoins, la majorité des auteurs canadiens sont publiés par des éditeurs canadiens indépendants. En outre, pratiquement tous les auteurs canadiens qui sont devenus des noms connus au Canada et ont acquis une renommée internationale ont été lancés généralement par des entreprises membres de l'ACP : Margaret Atwood, Douglas Coupland, Marie Louise Gay, Alistair MacLeod, Marshall McLuhan, Alice Munro, Robert Munsch, Michael Ondaatje, David Suzuki, Miriam Toews – et la liste se poursuit à l'infini. Au cours de ses 40 ans d'histoire, l'ACP a stimulé la croissance et le développement de l'écriture canadienne de tous les genres, aux quatre coins du pays.

Investissement culturel, rendements économiques

Tandis que l'économie du Canada délaisse sa dépendance traditionnelle à l'égard des ressources naturelles et du secteur manufacturier pour se concentrer davantage sur le savoir et l'innovation, le rôle des secteurs culturels revêtira de plus en plus d'importance. Comme l'honorable James Moore l'a souvent fait observer :

« Le secteur des arts et de la culture [...] est un élément colossal de l'économie canadienne. Il pèse 46 milliards de dollars dans le PIB du Canada [...] soit trois fois la valeur de l'industrie canadienne de l'assurance. Il représente deux fois la taille de l'industrie canadienne des forêts. C'est un élément massif de l'économie canadienne. »

L'édition à elle seule constitue une industrie de plusieurs milliards de dollars. La majorité des produits des ventes vont à des entreprises appartenant à des intérêts étrangers qui ont des bureaux à Toronto; néanmoins, en 2007, les éditeurs appartenant à des Canadiens ont engrangé trois quarts d'un milliard de dollars de recettes, dont environ 60 p. 100 représentent l'édition en langue anglaise et 40 p. 100, l'édition en langue française.

À l'instar de tous les autres pays industriels, à l'exception des États-Unis, l'industrie nationale canadienne de l'édition dépend des investissements de l'État. Sans cet appui, une industrie de l'édition concurrentielle appartenant à des Canadiens cesserait d'exister, et la contribution culturelle très riche que les éditeurs apportent à ce pays disparaîtrait. Le ministère du Patrimoine canadien, grâce au Fonds du livre du Canada et aux programmes qui l'ont précédé,

ainsi que le Conseil des arts du Canada investissent depuis 40 ans dans ce secteur grâce à des programmes conçus de manière stratégique et soigneusement administrés. Ces programmes renforcent la capacité des éditeurs à livrer concurrence aux grandes multinationales qui dominent nos marchés et ils nous permettent ainsi d'offrir un rendement sur l'investissement des contribuables grâce à une valeur culturelle et économique abondante. **Les programmes fédéraux qui appuient l'industrie du livre sont cruciaux, non seulement pour notre souveraineté culturelle, mais également pour le bien-être économique du Canada.**

Technologie et innovation

Ces dernières années, le Canada a connu une véritable révolution du livre électronique. Des quantités colossales de livres sont offerts sous forme numérique tandis que de nouveaux appareils et applications de lecture font leur apparition sur le marché. Ces changements offrent des possibilités énormes aux éditeurs en ce qui concerne de nouveaux marchés et de nouveaux modèles fonctionnels; ils présentent également des défis de taille. Ces dernières années, les investissements du fédéral ont attisé l'évolution de la technologie qui fait aujourd'hui du Canada un chef de file mondial de la gestion de la chaîne d'approvisionnement de l'industrie du livre et, aujourd'hui, ces investissements sont au cœur de l'innovation canadienne dans la production et la commercialisation de livres électroniques. À mesure que la demande de livres électroniques augmente et que la demande de livres imprimés demeure essentiellement inchangée, on constate en même temps le besoin de concevoir des livres et de développer l'édition parallèlement à d'autres médias. **À ce moment décisif, l'accès à tout l'éventail des programmes d'investissement de l'État dans tous les ministères est indispensable à la capacité des éditeurs à prendre de l'ampleur et à devenir plus concurrentiels.**

Réduire l'écart de la lecture

L'industrie canadienne de l'édition collabore de près avec des organismes qui s'occupent de promouvoir les capacités de lecture et d'écriture. Une population qui aime la lecture est manifestement un avantage commercial pour notre secteur; c'est également un atout indispensable pour maintenir la position concurrentielle du Canada dans l'économie mondiale. Nous reconnaissons la compétence des provinces sur l'éducation et les bibliothèques municipales, mais la lecture joue un rôle important dans de nombreux secteurs du mandat fédéral. Les programmes de Citoyenneté et Immigration qui appuient la lecture aident les néo-Canadiens à s'intégrer plus vite. Ressources humaines et Développement des compétences Canada, dont le but est de former la population active la mieux qualifiée pour le XXI^e siècle, doit reconnaître le rôle crucial de la lecture dans une économie du savoir. L'accès à des documents de lecture utiles et de grande qualité est l'un des moyens les plus rentables de multiplier les occasions pour les Canadiens autochtones. Généralement parlant, des capacités de lecture évoluées dans la population en général seront précieuses pour le Canada alors qu'il cherche à maintenir sa place à l'avant-garde des pays évolués sur le plan économique avec une population active très instruite, des citoyens engagés, des collectivités plus stables et une conjoncture propice à la compétitivité mondiale. **Les programmes qui permettent de**

perfectionner les capacités de lecture sont des mesures rentables qu'il faut préserver là où elles existent, et qu'il faut créer là où elles n'existent pas.

Recommandations de l'ACP au Comité permanent des finances

L'industrie canadienne du livre se félicite des possibilités qui s'ouvrent à elle. Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec nos partenaires du fédéral pour nous assurer que les auteurs canadiens conservent leur position dominante dans la littérature internationale, et que les éditeurs canadiens ne se laissent pas distancer par les perspectives que présente la nouvelle technologie. À ces fins, nous recommandons trois mesures :

- (1) réaffirmer les engagements actuels à l'égard du niveau actuel de financement du Fonds du livre du Canada jusqu'en 2015, et préserver le niveau actuel de soutien du Conseil des arts du Canada;
- (2) veiller à ce que les éditeurs aient accès à des programmes dans l'ensemble du gouvernement qui favorisent la production et la distribution des contenus numériques;
- (3) veiller à ce que les programmes de lecture destinés aux néo-Canadiens, aux communautés autochtones et à d'autres bénéficient d'un appui favorable et soient préservés là où ils existent et créés là où ils n'existent pas.

Ensemble, ces politiques favoriseront la stabilité économique des éditeurs canadiens, en leur permettant de continuer à trouver des voix nouvelles et à présenter le Canada aux Canadiens et au reste du monde. Elles permettront aux éditeurs canadiens d'étudier de nouvelles technologies et de nouveaux modèles fonctionnels qui renforceront la compétitivité du Canada à l'échelle nationale et internationale. Plus généralement, ces politiques auront des retombées économiques et sociales pour tous les Canadiens grâce à la promotion de la lecture, et tous les avantages qui en découlent : meilleurs résultats scolaires, plus grande mobilisation civique, enrichissement de la compréhension de sa collectivité et de sa région et amélioration de la qualité de vie.

À une époque où la conjoncture économique est précaire, nous prions instamment le gouvernement de préserver les programmes qui donnent un rendement tout à fait exceptionnel moyennant des investissements modestes, et qui offrent des promesses sans égale pour l'avancement et la compétitivité futurs du Canada.